



DIRECTION GENERALE I – AFFAIRES JURIDIQUES
SERVICE DES PROBLEMES CRIMINELS

Strasbourg, le 30 mars 2006

Greco (2006) 5F

27^e Réunion plénière du GRECO
(Strasbourg, 6-10 mars 2006)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la réunion

1. La 27^e réunion plénière du GRECO est présidée par le Président, Drago Kos (Slovénie) et la Vice-présidente, Isabelle van Heers (Belgique) pour le point 5 de l'ordre du jour. La liste des participants fait l'objet de l'annexe I au présent rapport.
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue aux représentants récemment nommés de l'Ukraine qui est devenue le quarantième membre du GRECO le 1^{er} janvier 2006. Le chef de la délégation ukrainienne exprime l'engagement de ses autorités à participer pleinement aux procédures du GRECO. Avant d'adhérer au groupe, l'Ukraine suivait ses travaux avec intérêt et s'est, du reste, inspirée de la jurisprudence du GRECO pour mener à bien des réformes législatives. En particulier, une stratégie pour la lutte contre la corruption est entrée en vigueur et un code de conduite régissant la fonction publique a été mis en place.
3. Le Président souhaite également la bienvenue à tous les autres représentants, et notamment à ceux qui ont été récemment nommés, et signale la participation de M. Jaume Bartumeu Cassany (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe).
4. Il regrette que M. Kazimir Åberg (Chef de la délégation suédoise) ne sera plus représentant au GRECO car il a été appelé à de nouvelles fonctions. Sa contribution aux travaux du GRECO, en tant que chef de délégation, membre du Bureau et évaluateur, a été grandement appréciée.

II. Adoption de l'ordre du jour

5. Le projet d'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'annexe II au présent rapport.

III. Informations communiquées par le Président

6. Le Président fait état, en particulier, des résultats du Bureau 33 (voir Greco (2006) 6F).
7. A sa prochaine réunion, le Bureau discutera d'une méthode ou d'un mécanisme qui permettrait au GRECO d'étudier la question de la prolifération de normes internationales, de programmes de formation et « bonnes pratiques » recommandées dans le domaine de la lutte contre la corruption, émanant d'autres organes (de suivi) internationaux et d'experts indépendants et de réagir à cette situation. Dans ce contexte, la création d'un groupe de travail sera envisagée.
8. Suite à une demande des autorités de la Serbie-Monténégro, l'examen du projet de rapport d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints concernant ce pays a été reporté au GRECO 29.
9. A l'une de ses prochaines réunions, le Bureau examinera l'ordre du jour et la structure de l'atelier de lancement prévu pour le Troisième Cycle d'Evaluation.
10. Le Bureau désigne le Président et la Vice-présidente du GRECO comme présidents respectivement du WP-PF et du WP-ETS 173.
11. Le Président rappelle à la plénière que le GRECO a précédemment décidé que tout Etat adhérent au GRECO après la clôture du Premier Cycle d'Evaluation serait soumis à une évaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation. Le Bureau 34 examinera la procédure à suivre pour les pays qui adhèrent au GRECO après la fin du Deuxième Cycle d'Evaluation (soit le 31 décembre 2006).

12. Le Bureau fournira, au besoin, des informations en retour aux chefs de délégation sur la contribution d'évaluateurs individuels afin de garantir une qualité optimale des évaluations. On pourrait aussi étudier les moyens d'apprécier le degré de coopération dont bénéficient les équipes d'évaluation du GRECO pendant les visites sur place.
13. Le Président informe la plénière que le Réseau européen contre la corruption proposé par la présidence autrichienne de l'Union européenne prendra apparemment la forme d'un réseau d'unités de police à but éducatif.
14. Comme déjà annoncé dans sa lettre du 9 février 2006 adressée à tous les représentants au GRECO, vu que la présente plénière traitera exceptionnellement quatre rapports d'évaluation (dont les deux premiers rapports d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints qui étaient beaucoup plus longs que les rapports d'évaluation du deuxième cycle), le Président sollicitera des commentaires sur les parties descriptives de chaque rapport sans donner lecture de ces dernières ; quant aux parties analytiques des documents, elles seront lues de la manière habituelle (paragraphe par paragraphe).

IV. Informations communiquées par le Secrétaire exécutif

15. Le Secrétaire exécutif rend compte des développements ci-après, intervenus depuis la 26^e réunion plénière du GRECO (décembre 2005).

- le processus de ratification par l'Autriche de la Convention civile sur la corruption (STE 174) sera probablement achevé d'ici l'été ;

- l'entrée en vigueur de la Convention pénale sur la corruption (STE 173) et de son Protocole additionnel (STE 191) au titre de la Suisse, et, par conséquent, son adhésion au GRECO, sont attendues pour la fin du premier semestre 2006¹ ;

- une réunion a eu lieu le 24 janvier 2006 avec M. E. Jackson Ramíres, Président du Sénat mexicain ; le processus de ratification de la Convention pénale sur la corruption (STE 173) devrait être achevé en mars 2006.

- l'Arménie a ratifié le Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption (STE 191) ;

- sa participation à la réunion de Vienne sur le suivi de l'UNCAC (24 janvier). Cette réunion a rassemblé le groupe des « Amis de la convention », composé de dix-huit pays dont l'Autriche, la France, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique. Cette réunion s'inscrivait dans le prolongement du groupe d'étude sur le suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC) dirigé par « Transparency International » (TI) et parrainé par les Nations Unies ; ce groupe a rédigé un projet de rapport qui sera soumis à la Conférence des Etats parties à l'UNCAC, prévue en décembre 2006. Cette réunion avait pour but d'obtenir le soutien des pays du groupe en faveur d'un véritable suivi de l'UNCAC. Les modalités et l'ampleur d'un tel suivi sont restées floues et certains participants se sont déclarés inquiets du risque de double emploi avec les organes/mécanismes de suivi anticorruption qui existent déjà. Un projet de rapport révisé sera établi et soumis par TI et l'UNDOC à un plus grand nombre de pays lors d'une réunion qui se tiendra à Lisbonne (22-24 mars 2006) ;

¹ Le 24 mars 2006, le Secrétaire exécutif a reçu la confirmation officielle que l'adhésion de la Suisse au GRECO serait effective le 1^{er} juillet 2006.

– dans le courant de la troisième semaine de février, la Douma russe a ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption. Cet événement est dû en partie aux efforts du Conseil de l'Europe pour promouvoir la ratification des Conventions des Nations Unies et du Conseil de l'Europe contre la corruption. La ratification de la Convention pénale sur la corruption (STE 173) devrait suivre ;

– un rapport publié par la commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (copies disponibles) sur la pauvreté et lutte contre la corruption dans les Etats membres du Conseil de l'Europe (Doc. 10834) qui fait largement référence au GRECO. Le projet de résolution inclus dans le rapport prend en compte les commentaires du GRECO sur la Recommandation 1646 (2004) de l'Assemblée parlementaire « Améliorer les perspectives des pays en développement : un impératif moral pour le monde ». Le rapport s'appuie sur les rapports d'évaluation du GRECO pour décrire la situation de plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe et appelle les parlements à élaborer une législation sur le financement des partis politiques ;

– un document publié par le groupe de projet du GAFI/Groupe Asie-Pacifique) (GAP) sur les liens entre la lutte contre la corruption et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (AML/CFT) (copies disponibles) qui contient trois propositions principales, à savoir : compléter la méthodologie d'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux par des informations sur les mesures anti-corruption ; effectuer une enquête générale sur les normes éthiques dans les pays membres du GAFI et du GAP ; faire une étude sur les liens entre la corruption et le blanchiment de capitaux. Le groupe de projet recommande d'étendre sa composition aux représentants de plusieurs organismes internationaux dont le GRECO.

V. Procédure d'évaluation conjointe des premier et deuxième cycles

Projets de rapports d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints sur l'Arménie et la Turquie

16. Le GRECO examine le projet de rapport d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints (P3) sur l'Arménie.
17. Des membres de l'Equipe d'évaluation (voir liste des participants) font un exposé liminaire. Les représentants de l'Arménie présentent les observations de leurs autorités, après quoi il est procédé à une première lecture du projet de rapport de la manière décrite au paragraphe 14 ci-dessus.
18. Après une deuxième lecture, le GRECO adopte le rapport d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints sur l'Arménie (Greco Eval I-II Rep (2005) 2F).
19. Le GRECO note avec satisfaction que les autorités arméniennes autorisent la publication de ce rapport.
20. Le GRECO examine le projet de rapport d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints (P3) sur la Turquie.
21. Des membres de l'Equipe d'évaluation (voir liste des participants) font un exposé liminaire. Les représentants de la Turquie présentent les observations de leurs autorités, après quoi il est procédé à une première lecture du projet de rapport de la manière décrite au paragraphe 14 ci-dessus.

22. Après une deuxième lecture, le GRECO adopte le rapport d'évaluation des premier et deuxième cycles conjoints sur la Turquie (Greco Eval I-II Rep (2005) 3F).
23. Le GRECO invite les autorités de la Turquie à autoriser, dès que possible, la publication de ce rapport.

Composition d'une Equipe d'évaluation – Andorre

24. Le GRECO approuve la composition de l'Equipe d'évaluation chargée d'effectuer l'évaluation conjointe des premier et deuxième cycles conjoints d'Andorre (Greco Eval II (2003) 1bil du 3 mars 2006).

VI. Procédure d'évaluation du deuxième cycle

Projets de rapports d'évaluation du deuxième cycle sur Chypre et la Hongrie

25. Le GRECO examine le projet de rapport d'évaluation du deuxième cycle (P3) sur Chypre.
26. Des membres de l'équipe d'évaluation (voir liste des participants) font un exposé liminaire. Les représentants de Chypre présentent les observations de leurs autorités, après quoi il est procédé à une première lecture du projet de rapport de la manière décrite au paragraphe 14 ci-dessus.
27. Après une deuxième lecture, le GRECO adopte le rapport d'évaluation du deuxième cycle sur Chypre (Greco Eval II Rep (2005) 3F).
28. Le GRECO invite les autorités chypriotes à autoriser, dans les meilleurs délais, la publication de ce rapport.
29. Le GRECO examine le projet de rapport d'évaluation du deuxième cycle (P3) sur la Hongrie.
30. Des membres de l'Equipe d'évaluation font un exposé liminaire. Les représentants de la Hongrie présentent les observations de leurs autorités, après quoi il est procédé à une première lecture du projet de rapport de la manière décrite au paragraphe 14 ci-dessus.
31. Après une deuxième lecture, le GRECO adopte le rapport d'évaluation du deuxième cycle sur la Hongrie (Greco Eval II Rep (2005) 5F).
32. Le GRECO invite les autorités hongroises à autoriser, dès que possible, la publication de ce rapport.

VII. Procédure de conformité du premier cycle

Projet de deuxième addendum au rapport de conformité du premier cycle sur la Slovénie

33. Le GRECO examine le projet de deuxième addendum au premier rapport de conformité du premier cycle sur la Slovénie sous la présidence de M^{me} Isabelle Van Heers (Belgique), Vice-présidente. Ce document repose sur les informations communiquées par les autorités du pays (Greco Eval I (2006) 3 anglais uniquement) concernant le démantèlement de la Commission slovène pour la prévention de la corruption, comme le requièrent les conclusions de l'addendum au rapport de conformité du premier cycle sur la Slovénie, adopté par le GRECO à sa 26^e réunion plénière (décembre 2005).

34. Le GRECO adopte le deuxième addendum (Greco RC-I (2003) 1F Addendum II Révisé 2) et met fin ainsi à la procédure de conformité du premier cycle au titre de la Slovaquie, tout en précisant qu'il apprécierait d'être tenu informé des mesures concrètes prises par la Slovaquie pour assurer la coordination de la politique anti-corruption à l'avenir, c'est-à-dire après la suppression effective de la commission actuelle pour la prévention de la corruption.
35. Le GRECO invite les autorités slovaques à autoriser, dans les meilleurs délais, la publication de ce deuxième addendum.

VIII. Procédure au titre de l'article 32, paragraphe 2, du Règlement intérieur

36. A sa 25^e réunion plénière (octobre 2005), le GRECO a adopté une évaluation globale des informations fournies par la délégation de la Géorgie, conformément à l'article 32, paragraphe 2, al. (i) de son Règlement intérieur (Greco Eval I (2005) 4F Rev). Les conclusions de l'évaluation globale et les décisions y afférentes exigent la soumission d'informations complémentaires au Secrétaire exécutif.
37. A la présente réunion, le GRECO examine les informations complémentaires soumises par les autorités géorgiennes le 17 février 2006 (Greco Eval I (2006) 1 anglais uniquement) ainsi qu'un avis établi par M. Ákos Kara (Hongrie), son rapporteur spécial pour la procédure de conformité du premier cycle d'évaluation sur la Géorgie (Greco Eval I (2006) 2F).
38. Le Président reconnaît que la Géorgie a accompli des progrès et qu'elle manifeste la volonté politique de poursuivre dans cette voie ; il précise ce que le GRECO attend encore des autorités géorgiennes. Le GRECO se déclare déçu du fait, notamment, que le projet de Plan d'action détaillé devant indiquer des échéances claires et les entités responsables de la mise en œuvre de la Stratégie nationale anti-corruption n'a pas encore été officiellement adopté.
39. La Géorgie est priée d'adresser au Secrétaire exécutif des informations complémentaires concernant la mise en œuvre des recommandations du premier cycle i, iv, xv, xxiii et xxiv, d'ici le 31 mars 2006. Conformément à l'article 32, paragraphe 2, al. (ii) du Règlement intérieur du GRECO, le Président adressera au chef de délégation une lettre, avec copie au Président du Comité statutaire, attirant son attention sur le non-respect des recommandations pertinentes – deuxième phase de la procédure de non-conformité concernant la Géorgie.

IX. Sixième rapport général d'activités (2005)

40. Le GRECO examine son projet de sixième rapport général d'activités (2005) approuvé par le Bureau 33. Pour la deuxième année consécutive, le rapport traite une question de fond, à savoir la lutte contre la corruption dans l'administration publique – thèmes émergeant des évaluations du deuxième cycle du GRECO.
41. Etant entendu que le projet sera modifié pour prendre en compte les observations de la plénière, le rapport est adopté (Greco (2006) 1F Final) et le Secrétariat est chargé de le transmettre au Comité statutaire et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 8, paragraphe 1, iii, du Statut.

X. Adoption des décisions

42. Le GRECO adopte les décisions de la 27^e réunion plénière, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2006) 4F.

XI. Dates des prochaines réunions

43. La 28^e réunion plénière du GRECO se tiendra du 9 au 12 mai 2006, à Strasbourg (quatre jours). Le GRECO note que son Bureau tiendra sa prochaine réunion le 13 avril 2006, à Strasbourg, et que les groupes de travail WP-ETS 173 et WP-PF tiendront leurs premières réunions les 21 et 22 mars 2006, à Strasbourg.

APPENDIX I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE - Apologised / Excusée

ANDORRA/ANDORRE

Mme Maribel LAFOZ (Chef de délégation) – **Apologised / Excusée**
Commissaire de Police, Chef de la Division de la Police Criminelle

ARMENIA / ARMENIE

M. Christian TER STEPANIAN
Représentant Permanent de l'Arménie auprès du Conseil de l'Europe

M. Lévon AMIRDJANIAN
Représentant Permanent Adjoint de l'Arménie auprès du Conseil de l'Europe

Mr Artur OSIKYAN (Head of delegation)
Deputy Head of the State Tax Service

Mr Ara NAZARYAN
Member of Civil Service Council

Mr Tigran BARZEGYAN
Head of the Legal Department of the Government of the Republic of Armenia

Mr Nerses YERITSYAN
Advisor to the Chairman of the Central Bank of Armenia

Mr Bagrat YESAYAN
Advisor to the President of the Republic of Armenia

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Kamran ALIYEV
Head of Department, General Prosecutor's Office

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Isabelle VAN HEERS (Chef de délégation)
Vice-Présidente du GRECO – Vice-President of GRECO
Substitut du Procureur du Roi, Parquet Fédéral

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Sead TEMIM
Prosecutor, Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
Head of Department International Legal Cooperation, Ministry of Justice

Mr Dimitar KUMURDJIEV
Legal Adviser to the Bulgarian Parliament

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Judge at the County Court in Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU (Head of delegation)
Senior Counsel of the Republic, Head of the Unit for Combating Money Laundering

Mrs Clea ZAMBARLOUKOU
Chief Public Administration and Personnel Officer, Public Administration and Personnel Department,
Ministry of Finance

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Jan VIDRNA
Director, Department of the General Inspection, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Mr Flemming DENKER
Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis LIIV (Head of delegation)
Adviser, Corruption Specialist, Department of Crime Policy, Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior

FRANCE

Mme Claire MORICE (Chef de délégation)
Chargée de Mission, Direction des Affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères

GEORGIA / GEORGIE

M. Zurab TCHIABERASHVILI
Permanent Representative of Georgia to the Council of Europe

Mr Levan KHETSURIANI
Chief Adviser, Anti-corruption Policy Coordinating Department, National Security Council

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Malte MERZ
State Prosecutor, Ministry of Justice

Mrs Birgit LAITENBERGER
Head of Division, Ministerial Counsellor, Ministry of the Interior

GREECE / GRECE

Ms Maria GAVOUNELI (Head of delegation)– **Apologised / Excusée**
Lecturer in International Law, Advisor to the Minister of Justice, University of Athens

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Head of Division, Ministry of Justice

Mr Tibor SEPSI
Legal Advisor, Ministry of Justice, Department of Public Law

ICELAND / ISLANDE

Mr Helgi Magnús GUNNARSSON
Director of Public Prosecution

IRELAND / IRLANDE

Mr Liam FITZGERALD (Head of delegation)
Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Dept of Justice, Equality and Law Reform

Mr Barry O'CONNOR
Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Dept of Justice, Equality and Law Reform

Ms Therese MOLYNEUX
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Dept of Justice, Equality and Law Reform

LATVIA / LETTONIE

Mrs Violeta ZEPPA-PIEDĪTE (Head of delegation) – **Apologised / Excusée**
Head of Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Aušra BERNOTIENE (Head of delegation)
Director, Department of International Law, Ministry of Justice

LUXEMBOURG

M. Jean BOUR (Chef de délégation)
Procureur d'Etat, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

MALTA / MALTE

Ms Michelle BUONTEMPO
Senior Manager, Company Compliance Unit and Legal Adviser to the Registry of Companies

MOLDOVA

Mrs Elena ECHIM
Head of Directorate of International Legal Co-operation, Department of International Relations and European Integration, Ministry of Justice

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Eline WEEDA (Head of delegation) – **Apologised / Excusée**
Senior policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice

NORWAY / NORVEGE

Mr Dag NENNINGSLAND
Senior Adviser, Ministry of Justice and Police

POLAND / POLOGNE

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

PORTUGAL

Mrs Luisa Maia GONÇALVES (Head of delegation)
Director of Department, International Relations, Ministry of Justice

Mr Luis Miguel PINTO DE SOUSA E SILVA
Inspecteur en Chef des Finances, Inspection Générale des Finances (IGF)

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Laura-Oana STEFAN (Head of delegation) – **Apologised / Excusée**
Director, Department for Relations with the Public Ministry, Crime and Corruption Prevention,
Ministry of Justice

SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIE-MONTENEGRO

Mrs Aleksandra POPOVIC (Head of delegation)
Assistant Minister, Ministry of Justice

Ms Ana NIKOLIC
Senior Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Mladen SPASIC
Head of the Department for Combating Organised Crime, Ministry of the Interior

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ
Adviser of the Department of International Affairs, Ministry of Justice

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS (Head of delegation)
President of GRECO / Président du GRECO
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Mr Roman PRAH
Senior Adviser, Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mrs Rosalía SERRANO
Legal Adviser, Ministry of Justice

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG (Head of delegation)
Director of International Affairs, Head of Director – General's Office, Economic Crimes Bureau

Mr Håkan ÖBERG
Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Mr Nikola TUPANCESKI (Head of delegation)
Professor of Criminal Law, Faculty of Law Justinianus "Primus"

TURKEY / TURQUIE

M Ergin ERGÜL (Chef de délégation)
Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Adnan KARADENİZ
Chief Superintendent, Deputy Head of Foreign Relations Department, Turkish National Police

Ms Aysel YILDIRIM
Expert, Financial Crimes Investigation Board, Ministry of Finance

Mr Ömer ATALAR
Expert, Prime Minister's Office

Mr Mustafa BALTACI
Inspector, Prime Minister's Office

Mr Alparslan CALISKAN
Superintendent, Anti-Smuggling and Organised Crimes, Department at Turkish National Police

Mr Siddik KAYA
Chief Controller, Ministry of Industry and Commerce

Mr Uğur KILINÇ
Expert, Prime Minister's Office

Mr Mehmet Sait KIRAZOĞLU
Expert, Prime Minister's Office

Mr Hakan ÖZBARAN
Chief Auditor, Turkish Court of Accounts

Mr Bumin SEZEN
Expert, Prime Minister's Office

Mr Mehmet Murat YARDIMCI
Judge, Ministry of Justice

Ms Günseli YASTI
Legal Counsellor, Permanent Delegation of Turkey to the OECD

Mr Yüksel YILMAZ
Inspector, Prime Minister's Office

UKRAINE

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime
Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY
President of the Institute of Humanitarian Research

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Natasha RAMALINGA-CHETTY
Policy Advisor, Criminal Law Policy Unit, Home Office

Mr Richard JARVIS
Secretariat of Committee on Standards in Public Life

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Mark RICHARD (Head of delegation)
Senior Counsellor for Criminal Justice Matters, US Mission to the European Union

Mr Richard M. ROGERS
Deputy Chief of Staff, Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division,
Department of Justice

GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO

**Joint First and Second Round Evaluation of Armenia /
Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles de l'Arménie**

Mr Cezary MICHALCZUK (Poland / Pologne)
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mr Dimitar KUMURDJIEV (Bulgaria / Bulgaria)
Bulgarian Expert to the Multidisciplinary Group on Corruption (GMC), Former Member of the
Commission on Protection of Competition, Legal Adviser to the Bulgarian Parliament

Mr Jan VIDRNA (Czech Republic / République Tchèque)
Director, Department of the General Inspection, Ministry of Justice,

Mr Flemming DENKER (Denmark / Danemark)
Deputy Public Prosecutor, Public Prosecutor for Serious Economic Crime,

**Second Round Evaluation of Cyprus /
Evaluation du Deuxième Cycle de Chypre**

Mr Richard M. ROGERS (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
Deputy Chief of Staff, Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division,
Department of Justice,

Mr Tibor SEPSI (Hungary / Hongrie)
Legal Advisor, Ministry of Justice, Department of Public Law

Ms Michelle BUONTEMPO (Malta / Malte)
Senior Manager, Company Compliance Unit and Legal Adviser to the Registry of Companies, Malta
Financial Services Authority

**Joint First and Second Round Evaluation of Turkey /
Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles de la Turquie**

Mme Isabelle VAN HEERS (Belgium / Belgique)
Substitut du procureur du Roi

Mr Richard JARVIS (United Kingdom / Royaume-Uni)
Secretariat of Committee on Standards in Public Life

Mr Georgi RUPCHEV (Bulgaria / Bulgarie)
Head of Department International Legal Cooperation, Ministry of Justice

Ms Ana NIKOLIC (Serbia and Montenegro / Serbie-Monténégro)
Legal Advisor, Anti-Corruption Initiative Agency

**Second Round Evaluation of Hungary /
Evaluation du Deuxième Cycle de la Hongrie**

Mr Alparslan CALISKAN (Turkey / Turquie)
Superintendent, Anti-Smuggling and Organised Crimes Department, Turkish National Police,

Mrs Birgit LAITENBERGER (Germany / Allemagne)
Head of Division, Ministerial Counsellor, Ministry of the Interior

Mr Luis Miguel PINTO DE SOUSA E SILVA (Portugal)
Inspecteur en Chef des Finances, Inspection Générale des Finances (IGF), Contrôle des Recettes
fiscales

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ
STATUTAIRE DU GRECO**

Mme Anna LAMPEROVA – **Apologised / Excusée**
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentation Permanente de la Slovaquie auprès
du Conseil de l'Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Jaume BARTUMEU CASSANY
Membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée
Parlementaire ; Membre du Conseil Général, Andorre

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ

Mr Petar RASHKOV
Director, International Legal Co-operation and International Legal Assistance, Ministry of Justice

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

...

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE

Ms Olga SAVRAN
Administrator, Anti-corruption Division, OECD

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General I – Legal Affairs

M. Carlo CHIAROMONTE, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Mr Björn JANSON, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

M. Spyros TSOVILIS, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Laura SANZ-LEVIA, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Tania VAN DIJK, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Elspeth REILLY, Assistant, Directorate General I – Legal Affairs

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant (Evaluation rounds), Directorate General I –
Legal Affairs

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistante, (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs

Mme Jeanne LITSCHGI, Assistante, (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs

Ms Simona GHITA, Webmaster, Direction Générale I - Affaires Juridiques

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mme Sally BAILEY

Mme Julia TANNER

Mme Chloé CHENETIER

APPENDIX II

AGENDA / ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting at **09h30** / *Ouverture de la réunion à 09h30*
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information by the President and the Executive Secretary (including on Bureau 33) / *Information par le Président et le Secrétaire exécutif (y compris sur Bureau 33)*
4. **First reading / Première lecture :**

draft Second Round Evaluation Reports on / projets de Rapport d'Évaluation du Deuxième Cycle sur :
 - **Cyprus / Chypre** : Tuesday / *mardi*
 - **Hungary / Hongrie** : Thursday / *jeudi*
draft Joint First and Second Round Evaluation Reports on / projets de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur :
 - **Armenia / Arménie** : Monday / *lundi*
 - **Turkey / Turquie** : Wednesday / *mercredi*
Evaluators and national delegations concerned are requested to be available during the following periods: / Les évaluateurs et délégations nationales concernés sont invités à être disponibles pendant les périodes suivantes :
 - Armenia / Arménie : All day Monday and Tuesday morning / *Lundi toute la journée et mardi matin*
 - Cyprus / Chypre : All day Tuesday and Wednesday morning / *Mardi toute la journée et mercredi matin*
 - Turkey / Turquie : All day Wednesday and Thursday morning / *Mercredi toute la journée et jeudi matin*
 - Hungary / Hongrie : All day Thursday and Friday morning / *Jeudi toute la journée et vendredi matin*
5. Examination of the additional information requested in the Conclusion of the Addendum to the First Round Compliance Report on **Slovenia** (Greco RC-I (2003) 1E Addendum) / *Examen des informations complémentaires demandées dans la Conclusion de l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Slovénie* (Greco RC-I (2003) 1F Addendum)
6. Follow-up to the Conclusions of GRECO's Overall Assessment of Georgia's compliance with First Round Recommendations (Greco Eval I (2005) 4E Revised), in accordance with Decisions 9 and 10 of GRECO 25 / *Suites aux Conclusions de l'Évaluation Globale par le GRECO du niveau de conformité de la Géorgie aux recommandations du premier cycle* (Greco Eval I (2005) 4F Révisé), conformément aux Décisions 9 et 10 du GRECO 25
7. **Second reading** and adoption of the draft Evaluation Reports on **Armenia, Cyprus, Hungary and Turkey (Friday) / Deuxième lecture** et adoption des projets de Rapport d'Évaluation sur **l'Arménie, Chypre, la Hongrie et la Turquie (vendredi)**

8. Draft Sixth General Activity Report (2005) (approved by Bureau 33 – for adoption)
/ Projet du Sixième rapport général d'activités (2005) (approuvé par le Bureau 33 – pour adoption)
9. Composition of the Evaluation Team in charge of the Joint First and Second Round Evaluation of Andorra / *Composition de l'Equipe chargée de l'Evaluation Conjointe des Premier et Deuxième Cycles d'Andorre*
10. Miscellaneous / *Divers*
11. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
12. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*